

<http://ugtg.org/spip.php?article996>



Haïti et la route de l'esclavage, par Gabriel Molina

- Repères - Débattre -



Date de mise en ligne mardi 14 juillet 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Un accord de [l'UNESCO](#) [1] demande aux ministres de la Culture de célébrer l'abolition de l'esclavage tous les 23 août [2]. La France et la communauté internationale sont appelées à fêter cet événement en cette année 2009, au milieu d'autres commémorations significatives.



Exactement 205 ans après l'émancipation d'Haïti, il convient de mettre à l'honneur ce pays qui, le 1er janvier 1804, a été le premier de toute la région à accéder à l'indépendance.

Le libérateur Toussaint-Louverture symbolise à la fois l'abolition et la Révolution française (qui fêtera ses 220 ans le 14 Juillet) ; celle-ci était à son apogée lorsqu'elle inspira à Saint-Domingue, devenu Haïti, la rébellion des esclaves, mais fut ensuite trahie dans ses principes mêmes par Napoléon Bonaparte.

Karfa Diallo et Patrick Serres, président et secrétaire général de l'association [Divers Cités](#), créée en France il y a dix ans pour combattre la profonde amnésie qui entoure la colonisation et la route de l'esclavage, se sont proposés d'amener la ville de Bordeaux à reconnaître que sa richesse est née essentiellement du trafic d'esclaves, qui s'est poursuivi malgré la Révolution française.

Le souvenir du héros haïtien, fils d'un esclave venu du Dahomey (aujourd'hui, le Bénin) qui dirigea la seule et unique rébellion d'esclaves triomphante de l'histoire contemporaine et la deuxième défaite du colonialisme en Amérique latine, reste vivant dans ce qui fut sa cellule de Fort de Joux, dans les collines de Lorraine, en Franche-Comté.

Bien qu'esclave, Louverture apprit à lire et à écrire. Cocher de son métier, il devint si bon cavalier qu'on le surnommait le « Centaure de la savane ». En 1791, il rejoignait les rangs de la rébellion à l'âge de 48 ans. Il fut choisi pour négocier - sans succès - avec les propriétaires qui récupéraient du terrain. Toussaint eut alors l'idée de pactiser avec les Espagnols qui, alliés aux Anglais, contrôlaient la côte est de l'île d'Hispaniola, puis il conquiert ses galons de général. Le 29 août 1793, pressentant une invasion anglaise, l'Assemblée nationale de Paris proclamait l'abolition de l'esclavage, déclarant que « les esclaves noirs seraient désormais libres s'ils embrassaient la cause ». Louverture rompit alors avec l'Espagne et passa dans le camp français avec 4 000 de ses hommes. Il lui fallut deux ans pour vaincre les troupes espagnoles, et trois de plus pour se débarrasser des 60 000 envahisseurs anglais. Selon les chroniqueurs, il trouva un allié dans les Etats-Unis, alors présidés par Alexander Hamilton. Il en profita pour stimuler le développement de la production agricole et le commerce avec la jeune république américaine. Il réduisit la

durée de la journée de travail (à neuf heures) pour la première fois dans l'histoire et donna aux travailleurs le droit au quart des revenus. Mais Jefferson gagna les élections de 1800 et assumait la présidence étasunienne le 4 mars 1801. Lui-même esclavagiste, il fit savoir à Talleyrand qu'il pourrait livrer à la France tout ce qu'il lui faudrait pour reconquérir Haïti. A la fin de sa guerre contre l'Angleterre, Napoléon put compter sur les deux armées anglo-saxonnes pour se lancer sur la petite île des Caraïbes.

LA RESTAURATION DE L'ESCLAVAGE

L'empereur arma une flotte énorme en 1802 et l'envoya envahir Haïti sous le commandement du général Victor Emmanuel Leclerc, l'époux de sa soeur Pauline. Il s'agissait de désarmer les Haïtiens, de déporter Toussaint et de restaurer l'esclavage. Le général noir fut invité à monter à bord d'un des bateaux pour négocier, il fut arrêté sur place puis conduit à Fort de Joux, où on le retrouva mort peu de temps après, le 7 avril 1803, « assis, la tête appuyée contre la paroi de la cheminée ».

Diallo, d'origine sénégalaise, estime que la révolte des esclaves de Saint Domingue signa l'échec du système et motiva l'exaspération de Bonaparte. « Certains disent que Napoléon agissait sous l'influence de sa femme Joséphine, fille d'une riche famille de planteurs de Martinique, les Tascher de la Pagerie. En fait, il obéissait à des raisons économiques et plus spécifiquement aux pressions de colonialistes influents, dont ceux de Bordeaux.

La traite et l'esclavage ne furent abolis définitivement qu'en 1848. « Mais le système se perpétua dans un cadre différent », assure Karfa Diallo.

Patrick Serres rappelle pour sa part qu'à la fin du 18e siècle, alors même qu'il était interdit par l'Etat français d'armer des navires à cette fin, la traite se poursuivait depuis la ville cossue du sud-ouest de la France. « Il en reste d'ailleurs, sur place, des traces visibles, ne serait-ce que dans les noms des rues », fait remarquer la chercheuse Danielle Petrissans-Cavalles.

« On est en droit de parler d'amnésie volontaire. La richesse et la beauté de ses belles demeures sont généralement attribuées à la manne vinicole et au commerce avec les colonies. On en profite pour oublier, volontairement, que cette prospérité est aussi liée au trafic négrier. »

Diallo ajoute que les autorités de Bordeaux protestèrent contre l'arrivée des premiers esclaves. Mais elles ne tardèrent pas à concéder aux armateurs les primes attribuées par l'Etat français au profit du prétendu « commerce avec les pays d'Amérique ». Ces aides qui en fait finançaient un véritable génocide se maintinrent au-delà de la première initiative de la Révolution française contre l'esclavage, contenue dans la Déclaration des droits de l'Homme. Les armateurs bordelais possédaient de riches plantations dans les Antilles et envoyèrent leurs représentants à la Convention de Paris pour convaincre l'Assemblée que l'esclavage relevait essentiellement de l'entreprise coloniale et que l'égalité proclamée en 1789 ne concernait que la métropole et en aucun cas ses colonies. Le même stratagème fut repris par l'Espagne en ce qui concerne Cuba.

« A cette époque, on ne savait pratiquement rien des Noirs. La nouvelle qu'ils avaient créé un Etat et réduit à néant tout un système d'exploitation, après une guerre féroce, eut de quoi stupéfier. »

Si Bonaparte et les autres monarques de l'époque réagirent avec autant d'énergie, c'est parce que Saint Domingue était le laboratoire de la colonisation en Amérique, convoité aussi bien par l'Espagne que par l'Angleterre en raison de ses plantations de canne à sucre, de café, d'indigo, de coton, de cacao et de tabac où les colons avaient installé des réseaux efficaces d'irrigation. La richesse de plus de deux mille exploitations reposait toute entière sur l'exploitation brutale de plus d'un demi-million d'Africains. Pour les besoins de la cause il avait été décrété qu'il ne

s'agissait pas d'êtres humains mais de bêtes et personne ne voyait de mal à ce qu'ils fussent forcés de travailler plus de douze heures par jour sous un soleil tropical qui, alors comme aujourd'hui, était sans complaisance.

Quant aux femmes esclaves, elles étaient violées systématiquement, ce qui donna naissance à un nouveau groupe formé de métis, eux aussi soumis, pour la plupart, à diverses formes d'exploitation. Les femmes étaient fouettées sans ménagement et à la moindre faute, on leur incrustait un masque de fer blanc sur le visage. D'autres subissaient des amputations des membres ou des parties génitales. Ce qui explique sans doute, en partie, la violence de la rébellion.

« Haïti triomphe grâce au génie politique et militaire de Louverture, mais le territoire est assiégé et tous l'abandonnent, rappelle Diallo. La France obligea ensuite Haïti à acheter son indépendance au prix de dix millions de francs or, une somme d'une valeur inestimable, et le pays fut ainsi saigné à blanc : de tels procédés ouvraient grand les portes à un système basé sur la corruption. »

Diallo insiste : il faut étudier plus à fond la réalité de ce que fut la colonisation. Il y a des territoires qui recèlent des richesses et devraient à ce titre connaître la prospérité, mais plusieurs siècles de domination et d'exploitation les en ont privés. « Quand on ose dire que l'Afrique a été victime des Africains, on ne fait rien d'autre que de fournir une excuse aux colons européens, même s'il est vrai que certains roitelets des côtes ont participé à la capture d'esclaves à l'intérieur des terres. Les Européens arrivaient et leur proposaient de l'alcool, de la verroterie, mais aussi des armes dont ils avaient besoin pour combattre leurs adversaires. »

« Je suis persuadé qu'il y a tout un travail de recherche et de récupération de la mémoire historique à faire en Afrique. J'ai fait mes études au Sénégal, la traite avait pour théâtre principal l'île de Gorée. Il faut que les enfants des écoles apprennent tout ce qui se cache sous cette histoire, celle du colonialisme. Il est non moins nécessaire d'exiger réparation. Les Africains ne le font pas et ils ont tort. On peut et on doit accorder une réparation à Haïti, et modifier la politique de la communauté internationale envers Haïti.

[Divers Cités](#) invite l'Europe et l'Amérique à participer à la réparation, en mettant en place, par exemple, des plans d'éducation prioritaire dans les quartiers et les territoires les plus nécessiteux. Ce projet a été présenté, aux Etats-Unis, au président Bush, mais celui-ci refuse de reconnaître qu'il existe la moindre dette envers l'Afrique et les Afro-américains. Les problèmes ne sont pas les mêmes partout, reconnaît Diallo, mais il y a moyen de passer à l'action. Le premier pas consiste à faire connaître la vérité sur ce qu'ont été le colonialisme et l'esclavage.

« Tout le monde était d'accord, à Bordeaux, pour construire ici un mémorial. La décision a été unanime et a été soutenue avec ferveur par l'Université. La mairie a désigné une commission qui a approuvé le projet. »

Mais le mémorial en question, inauguré sur le quai Colbert, aux abords de la place de la Bourse, est en fait une modeste plaque qu'il est difficile de trouver. Notre première recherche s'est d'ailleurs avérée infructueuse.

« [L'UNESCO](#) a adopté un accord fixant au 23 août le Jour de l'abolition de l'esclavage et invitant les ministres de la Culture de tous les pays à commémorer dignement cet événement. L'idée pourrait aussi être suggérée au président Obama. Il s'agit de sensibiliser, petit à petit, chaque gouvernement, et le monde entier. »

[Divers Cités](#) se prononce pour la fameuse diversité dont le président français Sarkozy s'est fait l'apôtre. La France a reconnu il y a cinq ans qu'un crime de lèse-humanité a été commis. Aux côtés des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Espagne, de tous ceux qui se sont enrichis de l'esclavage, tous pourraient avoir des initiatives de dédommagement, en particulier à l'égard d'Haïti, qui est passé de la richesse au dénuement le plus absolu. Pour résoudre le problème du monde noir, c'est en Haïti qu'il faut commencer, affirme Diallo. Et il n'a pas tort.

Gabriel Molina [3],

Mardi 14 juillet 2009

Source : [Gramma](#)

Lire aussi : [Le serment du Bois Kay Man](#)

[1] Circulaire CL/3494 du 29 juillet 1998 du Directeur général de l'UNESCO aux Ministres de la culture, invitant tous les États membres à organiser des manifestations le 23 août de chaque année.

La Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition vise à inscrire la tragédie de la Traite dans la mémoire de tous les peuples. Conformément aux objectifs du projet interculturel "La route de l'esclave", elle doit être l'occasion d'une réflexion commune sur les causes historiques, les modalités et les conséquences de cette tragédie, ainsi que d'une analyse des interactions qu'elle a générées entre l'Afrique, l'Europe, les Amériques et les Caraïbes.

[2] C'est dans la [nuit du 22 au 23 août 1791](#) qu'a commencé à Saint Domingue (aujourd'hui Haïti & République dominicaine) l'insurrection qui devait jouer un rôle déterminant dans l'abolition de la traite négrière transatlantique.

[3] Directeur éditorial de Gramma international